

Demandes de documents

LES VOLS À BASSE ALTITUDE À LA BASE DES FORCES ARMÉES DE GOOSE BAY

M. Dan Heap (Spadina): Monsieur le Président, j'ai aussi une pétition signée par un certain nombre de Canadiens de Surrey, White Rock, Delta et Vancouver, en Colombie-Britannique, ainsi que de Toronto, concernant les vols d'entraînement à basse altitude qu'effectuent les Forces armées de divers pays membres de l'OTAN à la base des Forces canadiennes de Goose Bay, au Labrador. Les pétitionnaires estiment que cela trouble la vie des autochtones de la région et cause des dommages à l'environnement, et qu'il ne s'agit pas là, en fait, de manœuvres défensives, mais bien de manœuvres provocatrices et agressives qui risquent de compromettre la paix mondiale. En conséquence, ils prient le Parlement de demander au premier ministre (M. Mulroney) de veiller à mettre fin à tous les vols d'entraînement à basse altitude à Goose Bay de même qu'aux négociations avec l'OTAN sur l'établissement d'une base plus importante là-bas.

[*Français*]

M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par des citoyens de Toronto qui sont concernés, pas seulement pour eux-mêmes, mais pour tous les citoyens du Canada.

• (1530)

[*Traduction*]

Les pétitionnaires demandent humblement au Parlement de s'assurer que le premier ministre (M. Mulroney) mette fin à tous les vols d'entraînement à basse altitude à la base des Forces canadiennes de Goose Bay, ainsi qu'aux négociations avec l'OTAN en vue de l'établissement là-bas d'une base plus importante.

[*Français*]

M. Clinch: J'invoque le Règlement, monsieur le Président. J'ai un petit problème avec une pétition que j'ai reçue de 11 500 personnes de ma circonscription. J'ai reçu cette pétition que les gens de la région m'ont présentée, ont présentée au gouvernement du Canada, et non au Parlement du Canada. Ils demandent une étude par le ministre de la Défense nationale (M. Beatty) et ils ont des revendications sur le camp militaire à Tracadie. Je veux avoir le consentement unanime de la Chambre pour me permettre de déposer cette pétition à la Chambre, monsieur le Président.

M. le vice-président: Est-ce qu'il y a consentement unanime?

Des voix: D'accord.

ON DEMANDE DES AVANTAGES EU ÉGARD AU CAMP MILITAIRE DE TRACADIE

M. Roger Clinch (secrétaire parlementaire du ministre des Relations extérieures): Je vous remercie, monsieur le Président, ainsi que tous les députés de la Chambre.

Il me fait plaisir de présenter une pétition signée par 11 500 citoyens de la région de Tracadie demandant au ministère de la Défense nationale d'étudier toutes démarches vers l'expansion du camp militaire de Tracadie et ils désirent obtenir une sécurité accrue pour les citoyens vivant à proximité du camp militaire de Tracadie. Ils désirent obtenir un accès amélioré, plus fréquent, au camp et aussi, monsieur le Président, obtenir des retombées économiques majeures pour la région.

OPPOSITION À LA FERMETURE DE BUREAUX DE POSTE

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, aujourd'hui j'aimerais présenter à cette Chambre des pétitions signées par 1 980 citoyens de Glengarry—Prescott—Russell, et ces pétitions sont également déposées en plus de 1 400 pétitions que j'ai déjà déposées en cette Chambre avant-hier et concernent toujours les gens de ma circonscription qui protestent au sujet des fermetures éventuelles des bureaux de poste dans le secteur rural de ma circonscription.

Ces pétitions-ci, monsieur le Président, sont signées par des électeurs de collectivités, telles Applehill, Dalkeith, Hammond, Sarsfield, qui est mon village natal comme vous le savez sans doute, monsieur le Président, ainsi que de Casselman, de Bourget, de Saint-Eugène, Hawkesbury, Bainsville, Lancaster, Orléans, Alfred, Plantagenet, Limoges, Vars et plusieurs autres villages de la circonscription de Glengarry—Prescott—Russell, ainsi que par certains électeurs de la circonscription de Stormont—Dundas qui ont bien voulu me faire parvenir leurs revendications également, particulièrement des électeurs de Williamstown qui sont très fâchés de la situation actuelle selon laquelle le gouvernement conservateur veut fermer des bureaux de poste dans le secteur rural.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Doug Lewis (secrétaire parlementaire du vice-premier ministre et du président du Conseil privé): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions soient réservées.

M. le vice-président: Est-on d'accord?

M. Boudria: Monsieur le Président, j'accepterai volontiers que le reste des questions soit réservé, bien que je porte encore une fois à votre attention qu'une question qui demeure à l'ordre du jour depuis déjà deux mois enfreint l'article 63, je crois, du Règlement de la Chambre des communes, selon lequel le gouvernement se doit de répondre dans les 45 jours, et elle demeure toujours sans réponse. Alors je suis prêt à attendre quelque temps puisque j'ai reçu l'assurance de la part du côté ministériel qu'une réponse me parviendrait dans un avenir très rapproché et j'ose espérer que ce sera la situation.

M. le vice-président: Toutes les questions sont-elles réservées?

Des voix: D'accord.

* * *

[*Traduction*]

DEMANDES DE DOCUMENTS

M. Doug Lewis (secrétaire parlementaire du vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, je demande que toutes les motions portant production de documents soient reportées.

M. le vice-président: Les motions portant production de documents sont-elles toutes reportées?